

Les « concessions de terres » et la spoliation de la propriété indigène dans la région de Latacunga-Ambato (XVII^e siècle)

Le transfert des biens de production, en particulier de la terre, en faveur des colons européens, ainsi que l'importance de la transformation opérée dans la communauté indigène, soumise à la dépendance et à la colonisation, sont des éléments significatifs du changement des caractères fondamentaux de l'histoire rurale équatorienne : nouvelle façon d'utiliser l'espace, formation et consolidation de certaines régions homogènes ou, au contraire, d'autres très variées. Une grande partie des bénéfices de la terre, durant l'époque coloniale, revenait, directement ou indirectement, à un seul propriétaire dont le pouvoir recouvrait non seulement le contrôle de l'exploitation des ressources agricoles, mais aussi la main-d'oeuvre qui, en grande partie, provenait de la population indigène. Pour mener à bien l'analyse de ce phénomène, il faut s'appuyer sur une théorie qui envisage la formation socio-économique coloniale comme un processus de réadaptation ou de transformation de l'utilisation de l'espace et des structures sociales, formation elle-même déterminée par une dynamique exogène, liée à la domination, et non par l'évolution inhérente aux sociétés aborigènes.

La transformation de l'utilisation de l'espace, les liens hégémoniques existant entre les différents groupes sociaux et culturels indigènes, les intérêts de la métropole et des oligarchies créoles naissantes, se développent selon un double processus : d'un côté, le contrôle du travail des indigènes, de l'autre, l'appropriation par les colons des moyens de production, biens meubles ou immeubles, et notamment les ressources agricoles (Stavenhagen, 1975 ; Bengoa, 1978).

Sur le territoire de l'Audiencia de Quito (Equateur actuel), de même que dans toutes les autres régions de l'Amérique hispanique, les terres furent considérées, grâce au droit de conquête, comme des possessions de la Couronne de Castille. Ainsi, tant les indiens vivant dans les réserves que les colons européens qui s'étaient établis aux Indes, pouvaient, munis d'une concession royale,

(*) PUCE - Université catholique - Quito - Equateur.

jouir de ces terres avec les mêmes droits. Les « répartitions de terres » et les « brevets royaux de reconnaissance » furent, initialement, les titres originaux donnant droit à la domination privée sur ces terres. Au cours de cette première étape, en plus du droit de percevoir l'impôt dû par les indigènes soumis au système des *encomiendas*, on concéda, par délégation royale, des terres aux habitants des villages espagnols nouvellement fondés, à condition que les indiens ne s'en trouvent point lésés. Cette disposition visait à indemniser ceux qui avaient pris part aux expéditions de la conquête et au processus ultérieur de colonisation. Ces concessions étaient généralement de dimensions réduites et étaient octroyées par les chapitres espagnols. Cependant, il ne faut pas oublier que les concessions de terres par délégation royale avaient également pour fonction d'assurer l'approvisionnement en denrées de la population européenne installée sur ces nouvelles fondations. La non-adaptation des colons à l'alimentation locale – ils avaient conservé leurs habitudes alimentaires, venant du Vieux Monde, qui reposaient sur le blé et les autres céréales –, confirmée dans d'autres régions, n'a nullement poussé les indigènes à cultiver ces nouveaux produits, à l'exception de l'orge qui, par la suite, est devenue leur aliment de base.

Il était donc nécessaire de prévoir de nombreux terrains en vue de leur utilisation en tant que « terres à pain », pour les travaux agricoles ou en tant que terres à « troupeaux » pour l'élevage. Les premières concessions faites à Quito furent enregistrées le 31 mai 1535. Les vallées limitrophes de la ville de San Francisco de Quito furent aliénées au cours des occupations ultérieures de terres. Entre 1548 et 1551, ces modalités dans les répartitions de terres s'étendirent à des régions déjà plus éloignées comme celle de Latacunga, Ambato et Luisa, cette dernière localité étant située sur les flancs méridionaux du Chimborazo (Premier Livre des Chapitres de Quito, I : 34, 240 ; Schottelius, 1935/36 : 159-182 ; 1936/37 : 55/77 ; Prem, 1978 : 119-123).

A mesure qu'avancait le processus de colonisation, devant un besoin de plus en plus pressant d'argent, la Couronne introduisit la pratique de l'aliénation des terres soit pour les vendre à un prix convenable aux personnes intéressées, soit pour légaliser les titres de propriété, et même très souvent les appropriations de fait. C'est la raison pour laquelle les dénommées « concessions » sont devenues, dès la proclamation du brevet royal de 1591, les titres originaux d'une grande partie des propriétés terriennes coloniales. C'est selon ce processus que se sont constitués les latifundia ou haciendas : il s'agit là de la forme la plus importante d'accumulation des ressources du sol. Ce système combinant différents modes de production dans des conditions d'exploitation de type colonial est encore de nos jours la base de la structure agraire. Il est cependant important de souligner une fois encore, que l'établissement de la propriété espagnole et son expansion ultérieure, ne furent possibles qu'au détriment des terres aborigènes, ce qui occasionna de fréquentes disputes non seulement procédurières, mais aussi physiques, entre les nouveaux propriétaires espagnols et les communautés indigènes ou leur cacique, qui voulaient défendre leurs droits (Ots y Candequí, 1959 : 153-171 ; Solórzano y Pereyra, 1972, V : 37/41 ; Moreno y Yáñez, 1980 : 97-119).

Selon le droit espagnol, on entendait par « concessions de terres » les actes juridiques par lesquels on légalisait les propriétés acquises *de facto* ou en dehors de la légalité. Cela se faisait en échange d'une certaine somme d'argent due au fisc, qui rentrait dans les caisses royales. Pour mener à bien cette opération, on demanda à tous les propriétaires de présenter leurs titres, ceux qui étaient authentiques seraient confirmés par l'autorité royale, et les personnes qui n'en possédaient pas se verraient obligées de verser la somme requise à la Couronne, ou alors de payer des impôts plus élevés à l'Etat. Cette façon de procéder avait sa justification légale dans le fait que dans le dernier quart du XVIème siècle, tant les autorités espagnoles que les communautés indigènes se retrouvaient avec un nombre restreint de terres car de simples particuliers en avaient pris possession sans aucun titre légal. Il est évident que ces concessions de terres, rendant pratiquement irréversible le changement de propriétaire, et fixant par écrit la nature de la propriété, furent l'élément déterminant et décisif favorisant l'appropriation de la terre par les Espagnols, et par conséquent furent peut-être le jalon le plus important dans l'histoire de la possession de la terre (Ots y Candequí, 1959 : 37, 153-171 ; Solórzano y Pereyra, 1972, V : 37-41 ; Prem, 1978 : 124-125 ; Moreno Yánez, 1985 : 360-361).

C'est avec une certaine fréquence qu'au début du XVIIème siècle eurent lieu des « visites » de terres dans la vice-royauté du Pérou. Elles étaient conduites par des juges nommés par les autorités espagnoles et avaient pour tâche de concéder des terres et de légaliser les propriétés. Il semble que sur le territoire de l'Audiencia de Quito, les premières « concessions de terres » s'effectuèrent sous la présidence de Martin de Irriola (1647-1652). Elles avaient comme fondement juridique le brevet royal envoyé de Madrid le 27 Mai 1631 et remis au comte de Chinchón, vice-roi des provinces du Pérou (Borchart de Moreno, 1979 : 244).

Dans le brevet royal dont il est fait mention plus haut¹, le Roi dit que, parmi les différents impôts qu'on lui proposait de lever pour remédier à la crise économique, « l'un d'eux proviendrait des concessions qui seraient faites de toutes les terres de ces provinces, ainsi que des propriétés d'élevage et des terres agricoles ». Cependant, étant donné que beaucoup de terres avaient été concédées à bas prix, il ordonna aussi « ... que les propriétaires des terres dont la concession était accompagnée d'un titre légal ne soient point inquiétés et qu'on les laissât jouir pacifiquement de leurs biens, mais dans le cas où quelque personne, propriétaire ou non, se serait introduite sur des terres en s'étendant au-delà de la superficie à laquelle elle avait droit, vous procéderiez à la concession de la superficie en litige et vous remettriez au propriétaire de nouveaux titres. Et que toutes les terres qui doivent être concédées soient vendues aux enchères au plus offrant, et que l'on en fasse une annonce publique... ».

Après avoir reçu le brevet des mains de l'autorité vice-royale, le comte de Chinchón décréta le 21 Avril 1632 que ledit document serait discuté dans un « accord général du trésor », afin de décider ce qu'il serait préférable de faire

1. Cédula Real, Madrid 27.05.1631 (BNL. Visita de las tierras nombradas Tacunga, sitas en Quito, 1647 ; fol. 243 v-244 r).

pour sa mise en vigueur². Vu les difficultés de sa mise à exécution, notamment les coûts élevés et le fait de devoir trouver des personnes mandatées qui ne soient pas des fonctionnaires de l'Audiencia, on décida de suspendre momentanément l'exécution de l'ordre royal. Les fonctionnaires qui assistaient à l'« accord du trésor », rappelant la nécessité de réserver des terres pour les indiens, soulignèrent de plus qu'il n'existait alors que peu de terres « à vaches » susceptibles d'être vendues, car – selon leurs propres mots – « ... la majeure et la meilleure partie des terres du royaume est déjà vendue, une petite partie inculte est tout ce qui pourrait être vendue maintenant. Le fait de vendre les terres que l'on considère aujourd'hui comme terres « à vaches », parce que les indiens n'y sont pas installés, fermerait la porte à la réserve générale, si utile à la conservation de ces royaumes. Cette réserve disparaîtrait alors avec ladite aliénation, et les absents ne pourraient absolument plus revenir dans leurs villages puisqu'ils n'auraient plus de terres à cultiver, de même tous ceux qui en nombre croissant, venant d'ailleurs, en seraient lésés... »³. Il faut ajouter à cela le caractère préjudiciable qu'a eu pour les indiens le voisinage des Espagnols, des métis et des mulâtres propriétaires des terres, « ... car lorsqu'ils posent un pied, ils dépassent les limites et prennent leurs aises, ils enlèvent l'eau, volent le bétail, et lorsque la justice est avertie, ils ont déjà pris possession de la terre et il est très rare qu'on restitue tout cela aux indiens, comme il faudrait le faire... »⁴.

Devant l'insistance de la Couronne pour que ce qui avait été décidé dans le brevet de 1631 soit exécuté, et après avoir reçu une lettre datée du 21 décembre 1634⁵ allant dans le même sens, le vice-roi comte de Chinchón, dans un arrêt daté du 1er mars 1636, demanda aux auditeurs qui devaient visiter les districts des Audiencias de Los Reyes, Charcas et Quito, de procéder aux concessions de terres. Il leur recommanda tout spécialement de confirmer les indiens dans leur droit à la terre et à l'eau, et de veiller à ce que les Espagnols, les métis et les mulâtres ne vivent pas au milieu de la population indigène⁶.

Mais ce fut le marquis de Mancera qui, en tant que nouveau vice-roi du Pérou, mit en pratique les ordres du roi. En effet, dans un décret daté du 6 octobre 1645, le marquis de Mancera ordonna à Antonio de Melgar, alors protecteur des indiens dans la province de Riobamba, après la mort du président de l'Audiencia de Quito Juan de Lizarazu, d'effectuer la visite, la vente et la concession des terres, ainsi qu'un recensement des indiens. Juan de Lizarazu, dixième président de l'Audiencia de Quito était mort le 17 décembre 1644 dans le village de San Andrés, alors qu'il faisait une visite d'ateliers dans le district de Riobamba (González Suárez, 1970, II : 651). Pour mener à bien ces différentes tâches, on donna à Antonio de Melgar un délai de six mois, on lui attribua un salaire de huit pesos par jour et on lui concéda le pouvoir de nommer, comme

2. Decreto, Lima 21.04.1632 (Ibidem, fol. 245 r-247 r).

3. *Ibid.*, fol 246 r.

4. *ibid.*, fol. 246 v.

5. Capítulo de carta, Madrid 21.12.1634 (Ibidem, fol. 248 v-249 v).

6. Auto, Ciudad de los Reyes, 01.03.1636 (Ibidem, fol. 242 r-250 v).

fonctionnaires subordonnés, un greffier, un alguazil et un arpenteur, avec un salaire journalier de trois pesos chacun, le greffier devant rajouter les taxes proportionnelles à l'importance des écritures⁷.

Conformément à ce qui a été dit antérieurement, le 12 octobre 1645, on remit à Antonio de Melgar la « décision » comportant les normes et les directives relatives à la visite, la vente et la concession des terres dans le district de Latacunga, « ... demandant à toutes les personnes possédant fermes, exploitations, terres et autres domaines de montrer leurs titres, vous ferez mesurer les terres et vous les ferez borner d'après les fanègues⁸ indiquées sur lesdits titres. En ce qui concerne les terres que vous jugerez non conformes, parce qu'elles ne correspondent pas aux mesures indiquées, parce qu'elles ont été indûment occupées, parce qu'elles n'ont pas encore été vendues ni concédées avant cette date, ou pour n'importe quelle autre raison, vous effectuerez la concession au profit de celui qui occupe ledit terrain. Pour que Sa Majesté soit servie justement, il faudra faire en sorte que les règlements soient faits au comptant, ou tout au moins dans des délais raisonnables. Tout l'argent recueilli ira dans les caisses royales de la ville de Quito. Après chaque concession faite, vous avertirez les intéressés pour qu'ils aillent, au plus vite, retirer leur titre et leur confirmation auprès des autorités. S'il arrivait que certaines personnes refusassent ladite concession, vous déclareriez ces terres incultes, et vous vendriez les terres qui le seraient effectivement aux enchères au plus offrant, avec les habitudes d'usage tout en respectant, en plus de tout ce qui a été dit, l'ordre et la forme qui sont mentionnés dans l'arrêt de Monsieur de vice-roi comte de Chinchón ».

Dans cet arrêt il est également dit ce qu'il convient de faire pour qu'un nombre suffisant de terres soient réservées aux Indiens, « car telle est la volonté de Sa Majesté exprimée dans ledit brevet royal ... et j'ordonne à la royale Audiencia de ladite ville et à tous les gens de justice, ainsi qu'aux corrégidores de ne se mêler en aucune façon à tout ce qui touche à cette commission, car telle est ma volonté, et je veux qu'ils vous rendent grâce et vous offrent leur aide, à vous Antonio de Melgar ... »⁹.

Par l'accord signé à Latacunga le 17 décembre 1645, Antonio de Melgar accepta officiellement la commission de visite et, après avoir prêté serment, il présenta au corrégidor Antonio Fernandez de Vargas – en présence du greffier Pedro de Messa – les mesures qu'il comptait faire respecter. Cette cérémonie se déroula conformément à la loi¹⁰.

Selon le témoignage du greffier Pedro de Messa (également chargé des visites), on concéda au profit des Espagnols jusqu'au 31 décembre 1645 un total de cent cinquante-cinq *caballerías*¹¹ dans le district de San Miguel (Salcedo actuel), réparties entre seize propriétés d'une valeur totale de 2 130 pesos. Parmi

7. Decreto, Lima 06.10.1645 (Ibidem, fol. 254 v-255 r).

8. 1 fanègue = 64,6 ares.

9. Decission, Ciudad de los Reyes, 12.10.1645 (Ibidem, fol. 255 v-256 v).

10. Aceptación, obededecimiento, Latacunga 17.11.1645 (Ibidem, fol. 257 v-257 v).

11. 1 *Caballería* = 11 ha.

les propriétés mentionnées, sept, d'une valeur de 900 pesos, avec une superficie de quarante-quatre *Caballerías*, étaient situées dans la région de Salache ; trois, d'une valeur de 500 pesos, avec une superficie de quarante-quatre *caballerías*, étaient situées à Chanchahalo ; deux, d'une valeur de 400 pesos, avec une superficie de quarante-deux *caballerías*, étaient situées à Guanaheli ; et une respectivement à Panachungo, Patucusi, Pachuguambo et Chanchimba, d'une valeur globale de 330 pesos, avec une superficie totale de vingt-cinq *caballerías*. Dans d'autres zones appartenant à la juridiction de Latacunga, on concéda jusqu'à la date mentionnée également à des Espagnols dix-huit propriétés, d'une valeur totale de 3 150 pesos et d'une superficie de plus de deux cent trente et un *caballerías*, elles étaient réparties de la façon suivante : dix, d'une valeur de 2 350 pesos, avec une superficie de plus de cent cinquante-sept *caballerías* (la superficie de l'une d'elles n'est pas mentionnée), étaient situées à Cuzubamba ; deux, d'une valeur de 200 pesos, avec une superficie de quatorze *caballerías*, étaient situées à Culaguango ; deux, d'une valeur de 250 pesos, l'une avec une superficie de treize *caballerías*, la superficie de l'autre n'est pas mentionnée, étaient situées à Saquisili ; et finalement une dans chacune de ces localités : Unalaga, Alpamela et Los Alaques, d'une valeur de 350 pesos, avec une superficie totale de quarante-sept *caballerías*.

Pour le présent travail, il est particulièrement intéressant d'examiner les « ventes aux enchères » effectuées jusqu'à la fin de l'année 1645, vu leur incidence directe sur la propriété indigène. Dans la région de San Miguel par exemple, la propriété de Chanchahalo fut vendue là-même (la superficie n'est pas mentionnée) à Francisco de Ceballos pour la somme de 2 600 pesos, cette propriété appartenait à Don Francisco Ati. Toujours à Chanchahalo, quatorze *caballerías* déclarées terres « à vaches » furent vendues pour la somme de 500 pesos à Antonio Fernandes. A Salache, deux et demi *caballerías* qui avaient appartenu à Doña Maria Llamoca passèrent aux mains de Rodrigo de Castro pour la somme de 150 pesos, alors que les cinq *caballerías* également déclarées « à vache », dont l'ancien propriétaire était Francisco Estevan (Blanco ?), furent aliénées au profit du licencié Rafael de la Gasca pour la somme de 220 pesos. Les « terres restantes des indiens de San Miguel » furent également vendues à des propriétaires blancs : une propriété située à Ansilivi, avec une superficie de trente *caballerías*, fut vendue à Francisco de Ceballos pour la somme de 1 050 pesos, remise au fisc ; une située dans la vallée du village de San Miguel, avec une superficie de trente-deux *caballerías*, fut vendue à Geronimo de Montenegro pour la somme de 1 000 pesos ; et près de la rivière Guapante, Francisco de Ceballos reçut encore quatorze *caballerías* de terres, plus un jardin ayant appartenu à Don Francisco Ati, contre la somme de 1 600 pesos. Les sept *Caballerías* de Tichalo, laissées pour la somme de 250 pesos à Francisco de Ceballos avaient également été déclarées terres « à vache », avec la mention « restes d'indiens ». Un autre cacique, Don Juan Punina, fut dépouillé de sept *caballerías* de terres situées à Cunchibamba qui passèrent pour la somme de 500 pesos aux mains du licencié Antonio Viana. Une propriété située « en bas du

village de San Miguel » fut vendue pour la somme de 650 pesos à Antonio de Biveros.

Dans la relation des ventes décrites plus haut, le greffier parle aussi de cinq propriétés situées à Cunchibamba, d'une superficie totale de soixante-quinze *caballerías*, qui furent aliénées pour la somme globale de 5 200 pesos. Toutes ces terres avaient été déclarées « à vache » parce qu'elles étaient incluses dans la catégorie des « restes d'indiens de San Miguel », même si quelques-unes appartenaient aux nobles indigènes Gaspar Zanipatín et don Fulgencio Ati ou à un propriétaire terrien, probablement blanc, appelé Joan Urbano de Lara. Ceux qui ont bénéficié de ces ventes furent : le Dr Sebastian de Pobeda Coronado avec vingt-neuf *caballerías* ; Rodrigo de Castro avec treize *caballerías* et Melchor Basante del Rio avec douze *caballerías*. A Panachungo, qui dépend aussi du village de San Miguel, Blas de Cantos Salamea acheta trois *caballerías* cataloguées comme « restes d'indiens de San Miguel » pour la somme de 100 pesos ; quatre *caballerías* de restes d'indiens furent vendues pour la somme de 150 pesos au sergent Joseph Proaño, ces terres étaient en partie occupées par quelques étrangers.

Il est important de savoir aussi que jusqu'à la fin de l'année 1645, le visiteur Antonio de Melgar avait réalisé plusieurs concessions qui n'avaient pas encore été réglées parce que les propriétaires ne s'étaient pas présentés devant le juge visiteur. La valeur de l'une d'elles était de 400 pesos, mais le prix définitif n'avait pas été fixé. Cette dernière concession correspondait à une propriété située à Cunchibamba qui appartenait à Pedro de la Serna et dont la superficie était de quarante *caballerías*. Au même endroit se trouvaient les propriétés des héritiers Peñalosa, d'une superficie de vingt-quatre *caballerías* ; de Joseph Ponce, d'une superficie de deux *caballerías* et des pères de la Compagnie de Jésus, d'une superficie de quatre-vingt-quatre *caballerías*. On concéda de la même manière six propriétés à Cuzubamba, à savoir : une à Joan Diaz, d'une superficie de quatre *caballerías* ; une aux pères de San Miguel, d'une superficie de vingt *caballerías* ; une à Antonio Mideros, d'une superficie de sept *caballerías* ; une à Francisco Ximenes, d'une superficie de vingt-deux *caballerías* ; une à Francisco de Ceballos, d'une superficie de vingt *caballerías* et une au Dr Joan de Villota, archidiacre de la cathédrale de Quito, d'une superficie de trente-deux *caballerías*. Comme nous l'avons dit plus haut, la relation des visites de terres effectuées jusqu'à la fin de l'année 1645 est consignée dans le rapport du greffier Pedro de Messa intitulé : « Visite des terres appelées Tacunga, situées à Quito, 1647 »¹².

De l'analyse partielle faite jusqu'à maintenant, nous tirerons une double conclusion : d'une part, il semble que le juge de visite Antonio de Melgar a favorisé dans les concessions qu'il a faites, les propriétaires blancs vivant sur le territoire de Latacunga ; d'autre part, on notera l'arbitraire des décisions prises durant les ventes des terres appartenant aux communautés indigènes et à leurs caciques. C'est la raison pour laquelle plusieurs caciques indiens venant des régions de Latacunga et d'Ambato – les caciques de cette dernière région

12. Testimonios, Latacunga 31.12.1646 (Ibidem, fol. 214 v-218 r).

redoutaient que de semblables injustices y soient faites lors de la visite de ce territoire – présentèrent le 11 janvier 1647 deux mémoires dans lesquels ils portaient des accusations contre Antonio de Melgar et Pedro de Messa, le greffier de visite. La pétition était signée par les caciques du conseil d'Ambato : Don Juan Punina, gouverneur du village d'Ambato et premier cacique du clan des Quisapinchas ; Don Geronimo Carlos Amanta, premier maire ; Don Lazaro Mollocama, gouverneur du village de Tiçaleo, Don Bentura Tũaça del Pelileo ; Don Antonio Lluessa de Patate ; Don Garcia Ati de Pillaro ; Don Diego Patache du village de Yzamba ; Don Xrispuoval (sic) Tovon ; Don Alonso Tovar et Don Francisco Massapunso. Dans ces mémoires, les caciques des conseils d'Ambato et de Latacunga signalaient que, contrairement à la loi, Antonio de Melgar exerçait trois fonctions en même temps : administrateur des ateliers de Sigchos avec un salaire annuel de 2 000 pesos, administrateur de l'atelier de Alausi avec un salaire de 1 500 pesos et protecteur des indiens des conseils de Riobamba, de Chimbo et d'Ambato avec un salaire de 800 pesos. Ils désapprouvent l'attitude du juge de commission et arpenteur envers les indiens : « ... en faisant les nouvelles concessions de terres, il a vendu celles qui leur appartenaient, les laissant dans le plus grand dénuement puisqu'aujourd'hui ils n'ont plus de quoi se nourrir. Car s'il est vrai qu'on leur a donné quelques terres, celles-ci sont incultes, éloignées les unes des autres, les sols et les conditions climatiques sont différents : tout ceci leur est très préjudiciable... ». Selon les accusateurs, Antonio de Melgar offrait peu de garanties car c'était « ... un coureur de chemins et s'il se voyait contraint de rembourser de l'argent, il ne pourrait le faire car on ne lui connaissait aucun bien ... il suffit qu'il prenne le large et qu'il fasse de beaux sermons pour conserver tout ce qu'il possède et rester à jamais impuni. Nous avons appris qu'il venait à la tête de la même commission visiter le territoire d'Ambato, nous redoutons les pires ennuis et toutes sortes de brimades, c'est pourquoi nous avons décidé, à nos risques et périls, d'effectuer cette démarche. Il serait injuste que nous n'obtenions point réparation, mais c'est également le trésor royal qui se trouvera lésé pour les raisons que nous venons d'exposer et qui sont la pure vérité... »¹³.

Cette accusation est confirmée par Joan de la Concha Bernardo de Quiros, protecteur général des autochtones, qui ajoute que le Visiteur et son greffier ont détourné de grosses sommes d'argent provenant des taxes prélevées sur les concessions. De plus ils n'ont pas tenu compte des ordonnances royales qui stipulaient que « ...les indiens s'installent d'abord sur toutes les terres possédant des sources d'eau et des abreuvoirs, mais qu'ils ne se mélangent pas aux Espagnols, aux métis et aux mulâtres, vu les torts que ces derniers leur causent... ». Il n'a pas été tenu compte de ces dispositions lors des concessions effectuées dans le district de Latacunga, la crainte que la même chose ne se reproduise sur le territoire d'Ambato était donc justifiée. De la même façon, il était légitime que l'Audiencia envoie, aux frais des indigènes accusateurs, un juge pour les protéger et pour défendre les intérêts du trésor royal. Melgar et Messa avaient en effet

13. Petición, ? 11.01.1647 ? (Ibidem, fol. 1 v-3 r).

détourné d'importantes sommes d'argent provenant de la vente des terres et des taxes perçues sur les concessions¹⁴.

Devant les suppliques des indiens accusateurs, auxquelles se joignit la réclamation de Francisco de Miranda, citoyen du conseil d'Ambato, l'Audiencia de Quito ordonna par un décret daté du 25 janvier 1647 à Antonio de Melgar de terminer les concessions qui étaient en cours à Latacunga mais de ne pas les commencer à Ambato. Il devait en plus déposer aux archives royales de Quito les justificatifs de ses activités (argent et écritures) dans un délai de quinze jours. Afin d'enquêter sur les fraudes, le même décret chargea l'homme de loi Luis Guiral de Mendocça de demander, en sa qualité de juge de commission, un supplément d'information au tribunal de l'Audiencia. En effet, le 30 janvier de la même année, Don Juan Punina se présenta dans le village de San Miguel avec l'acte d'accusation royal et le remit à l'avocat de l'Audiencia Don Luis Guiral de Mendocça qui partit le jour-même pour Latacunga et présenta cet acte au corrégidor du conseil Antonio Fernandes de Vargas. Le jour suivant on établit les procès-verbaux du greffier Pedro de Messa et du juge des concessions Antonio de Melgar, mais en leur absence car le greffier s'était caché dans le couvent de San Francisco, pendant que Antonio de Melgar essayait de s'enfuir vers la capitale de la vice-royauté¹⁵.

Ces arguties ne servirent à rien car le juge de commission Luis de Mendocça ordonna l'incarcération de Messa et d'Antonio de Melgar à Latacunga et leur transfert à la prison centrale de Quito. Il en profita pour demander un supplément d'information détaillée sur les injustices commises durant la visite des terres, et tout spécialement durant les ventes aux enchères des terres indigènes. On ignore cependant si lesdites terres furent rendues à leurs anciens propriétaires ou si ces transferts illégaux furent acceptés *de facto*.

Le caractère réduit et introductif du présent travail (le premier à se référer à ce document) ne permet pas de faire une analyse complète de la « Visite des terres appelées Tacunga situées à Quito », document original qui se trouve à la Bibliothèque Nationale de Lima. Cependant, tout en se basant sur différents témoignages à valeur d'exemple, il est important de revenir sur certaines aliénations de terres indigènes mentionnées antérieurement et rassemblées dans un cadre synoptique venant en fin de texte. Les terres de Gaspar Zanipatin et de Don Fulgencio Ati, situées près du village de Cunchibamba, d'une superficie de treize *caballerías*, furent vendues pour la somme de 1 500 pesos à Rodrigo de Castro. Ces terres avaient été données par leur ancien propriétaire à l'institution Madre de Dios y Santísimo Sacramento. Il s'agissait en fait de deux propriétés distinctes ; celle de Don Gaspar Zanipatin avait, selon l'arpenteur Pedro de la Mula, une superficie de dix-sept *caballerías* plus une *cuadra*¹⁶, alors que la propriété de Don Fulgencio Ati avait une superficie de quatre *caballerías* moins

14. Respuesta del fiscal protector y oficiales reales, Quito 11.10.1647 ? (Ibidem, fol. 3 r-4 v).

15. Auto, Quito 25.01.1647 ; Presentación, San Miguel 30.01.1647 ; Decisión, Latacunga 30.01.1647 ; Notificación, Latacunga 31.01.1647 (Ibidem, fol. 11 v-12 v ; 13 v ; 14 r ; 14 v y siguientes).

16. 1 *Cuadra* = 250 m².

une *cuadra* et sa valeur réelle dépassait les 3 000 pesos. Rodrigo de Castro organisa la vente aux enchères des seules terres de Zanipatin sans avoir fait d'annonce publique. Il fit un blanc-seing et la propriété de Fulgencio Ati fut adjointe à celle de Rodrigo de Castro, mais en réalité elle alla à Joan Naranjo, individu marié avec la nièce de la femme du greffier Messa¹⁷.

Selon le témoignage de Francisco de Ceballos, il attribua la propriété de Don Fulgencio Ati située à Chanchahalo et quelques trente autres *caballerías* au capitaine Alonso Galban Bermejo, dans cette transaction il se réserva quinze *caballerías* pour lui-même. De plus, il acheta pour la somme de 250 pesos neuf autres *caballerías* qui avaient appartenu à Don Guillermo Ati et à des indiens du village de San Miguel, achat fait pour le compte d'un ami de Pedro de Messa qui avait, selon le greffier, déjà payé les 200 pesos correspondant au montant de la vente. Ce deuxième exemple montre bien, comme le premier, et comme beaucoup d'autres, que les ventes aux enchères des terres indigènes se faisaient au profit de la famille et des amis des fonctionnaires chargés par le viceroy de l'organisation juridique de la possession de la terre. C'étaient également eux qui falsifiaient les mesures afin de pouvoir justifier les bas prix de ces terres¹⁸.

Il nous semble important de terminer cette brève étude en proposant une double conclusion. La Visite de Latacunga, tout en montrant une consolidation des latifundia antérieure à 1647, montre le besoin qu'il y a de revoir la découpe des périodes de l'histoire économique de l'Audiencia de Quito. Elle a été arbitrairement considérée à la lumière des schémas qui sont valables dans la région du Haut-Pérou et qui ont été plaqués sur la région minière du Potosi. Cela n'a donc pas de sens de diviser l'histoire économique de Quito en époque minière, ouvrière et terrienne. Le développement du système de la grande propriété a certainement été très précoce, bien que n'ayant pas la même homogénéité dans toutes les régions du pays. Seule une étude monographique régionale pourrait offrir un matériel d'analyse qui rendrait possible sa compréhension. En deuxième lieu, les « ventes de terres » ont été des facteurs clés dans la réorganisation de la propriété agricole, en particulier dans l'expansion des latifundia dans la montagne équatorienne, avec notamment des implications dans la diminution progressive de la propriété indigène et dans son aliénation permanente.

BIBLIOGRAPHIE

- BENGOA (J.), 1978. La hacienda latinoamericana. Ediciones CIESE. Quito.
 BORCHART DE MORENO (Ch.), 1979. Landbesitz im Machachi-Tal am Ende des 17. Jahrhunderts. In : Ibero-Amerikanisches Archiv, N.F.Jh. 5, Heft 3 (pp. 243-266). Berlin.

17. Testigo Fray Adriano de Jesús, San Miguel 04.02.1647 ; Auto, Latacunga 03.01.1647 ; testigo Joann Martín Naranjo, Latacunga 01.03.1647 (Ibidem, fol. 30 v-31 r ; 148 r-149 v ; 105 r-105 v).

18. Testigo Francisco de Ceballos, San Miguel 23.02.1647 (Ibidem, fol. 49 v-50 v).

- GONZALEZ SUAREZ (F.), 1970. Historia General de la República del Ecuador. T.II. Casa de la Cultura Ecuatoriana. Quito.
- Libro Primero de Cabildos de Quito. T.I., 1934. Publicaciones del Archivo Municipal. Quito.
- MORENO YANEZ (S.E.), 1980. Traspaso de la propiedad agrícola indígena a la hacienda colonial : el caso de Saquisilí. *In* : Jahrbuch für Geschichte von Staat, Wirtschaft und Gesellschaft Lateinamerikas, Bd. 17 (pp. 97-119). Böhlau Verlag, Köln, Wien.
- MORENO YANEZ (S.E.), 1985. Sublevaciones indígenas en la Audiencia de Quito, desde comienzos del siglo XVIII hasta finales de la Colonia. EDIPUCE (Ediciones de la Pontificia Universidad Católica del Ecuador). Quito (3).
- OTS y CAPDEQUI (J.M.), 1959. Instituciones. Historia de América y de los Pueblos Americanos, T. XIV. Barcelona, Madrid.
- PREM (H.J.), 1978. Milpa y hacienda. Tenencia de la tierra indígena y española en la cuenca del Alto Atoyac, Puebla, México (1520-1650). El Proyecto México de la Fundación Alemana para la investigación científica. Investigaciones regionales interdisciplinarias mexicano-alemanas realizadas en la cuenca de Puebla-Tlaxcala. T.XIII. Franz Steiner Verlag GMBH. Wiesbaden.
- SCHOTTELIUS (J.W.), 1935-1937. Die Gründung Quitos. Planung und Aufbau einer spanisch-amerikanischen Kolonialstadt. *In* : Ibero-Amerikanisches Archiv, 9-10. Berlin.
- SOLORZANO y PEREYRA (J. de), 1972. Política Indiana T.V. Biblioteca de Autores Españoles. Ediciones Atlas. Madrid.
- STAVENHAGEN (R.), 1975. Las clases sociales en las sociedades agrarias. Siglo XXI Editores. México.